

FAWZI REBAÏNE :**«L'UGTA n'apportera rien aux travailleurs»**

S'exprimant, hier, à l'issue d'une conférence de presse, le président de AHD 54 qui a qualifié la 15^e tripartite de «pièce théâtrale», pense que «toute personne sensée, ayant un minimum de niveau d'instruction, s'apercevra très vite que ce n'est ni plus ni moins qu'une tromperie visant à mettre en valeur une fausse prise en charge des problèmes des citoyens».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Fawzi Rebaïne relève, ainsi, deux démarches politiques instaurées par l'Etat; l'une «réservée aux subalternes», et l'autre «à la clientèle du système».

C'est ce que retient Fawzi Rebaïne de la 15^e tripartite qu'il considère «taillée sur mesure pour un patronat qui ne représente que lui-même».

S'agissant de Sidi Saïd que bon nombre d'observateurs et d'acteurs politiques ont considéré comme le seul perdant de cette dernière tripartite, Rebaïne ne se fait pas d'illusions : «Comme il a toujours été le cas, l'UGTA ne pourra jamais rien rapporter pour les travailleurs.

Nous souhaitons voir les syndicats autonomes qui, eux, jouissent d'une véritable représentativité, reconnus et impliqués dans les négociations entre le gouvernement et le partenaire social».



Fawzi Rebaïne.

«C'est honteux, Monsieur le Premier ministre !»

Dans le même sillage, Fawzi Rebaïne s'est dit scandalisé par les propos tenus par le Premier ministre Ahmed Ouyahia, qui a déclaré à l'issue de la conférence de presse qui a sanctionné la tripartite que «les syndicats autonomes ne sont pas représentatifs». Le président de AHD 54 n'a pas mâché ses mots et lance à l'adresse d'Ouyahia : «C'est honteux de dire cela Monsieur le Premier ministre.» Enfin, Rebaïne souhaite voir s'établir une alliance entre les partis politiques de l'opposition et

les syndicats autonomes, dans le but de porter le mieux possible les revendications de la classe sociale.

Rebaïne fustige Bouteflika

Evoquant les événements du 5 Octobre 1988 à l'occasion de son 23^e anniversaire, attendu pour demain, Fawzi Rebaïne a fustigé Abdelaziz Bouteflika.

«Après un long séjour doré dans les pays du Golfe, Bouteflika a laissé passer la décennie noire pour venir en 1999 cloîtrer tous les acquis qui ont été arrachés au prix d'un long sacrifice.

Il a, ainsi, réduit la liberté d'expression, le multipartisme et l'opposition, tout en encourageant une alliance pour servir le pouvoir et la falsification des élections», a-t-il lancé tout en ironisant. «Il a peut-être raison, car il n'a pas vécu avec nous le désastre des années noires.»

Poursuivant sa charge contre Bouteflika, Rebaïne remettra en cause une «réconciliation nationale qui a montré ses limites et dont les échecs ne sont point assumés par le président de la République». Il dira à cet effet : «Nous avons vu des héros qui ont sacrifié leur vie pour protéger l'Algérie se faire confisquer les armes et se faire marginaliser, alors que des familles de terroristes morts aux maquis ont perçu des indemnités... Il est devenu clair que cette fameuse réconciliation profite à certaines parties bien déterminées et non pas au peuple algérien». Enfin, le président de AHD 54 tire sa dernière cartouche en regrettant de «ne pas voir dans le journal télévisé de dimanche le président de la République présenter ses condoléances aux familles des victimes des intempéries de la wilaya d'El Bayadh».

M. M.

LE PRÉSIDENT DE AHD 54 :**«Les messalistes sont de traîtres individus»**

Disant peser parfaitement ses mots et les assumer, Fawzi Rebaïne, qui avouait hier, à Alger, qu'il n'est pas un historien qualifié, mais disposant d'un minimum de connaissances en la matière pour porter un jugement, lança : «Les Messalistes sont de traîtres individus.» Ne voyant pas l'intérêt d'un colloque national sur Messali El Hadj et surtout le choix de Bouteflika de baptiser l'aéroport de Tlemcen au nom du père fondateur du Mouvement national algérien (MNA), Rebaïne dira à ce propos : «Beaucoup d'éléments du MNA qui étaient en France à l'époque se sont chargés d'éliminer des martyrs du FLN pour ensuite rallier les rangs de ce même parti en 1956. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux ainsi que les fils de certains harkis sont toujours au FLN. Le silence des organisations des fils de martyr est inadmissible. Arrêtons la falsification de l'Histoire».

M. M.

MOUSSA TOUATI CRITIQUE LES RÉFORMES POLITIQUES INITIÉES :**«Le pouvoir fait fausse route»**

Pour rejeter les projets de lois devant constituer le soubassement juridique aux réformes politiques annoncées en avril dernier, le président du Front national algérien, Moussa Touati, ne fait pas dans le détail. «De telles lois ne travaillent pas le pays», a-t-il asséné encore hier devant un parterre de cadres du parti, réuni pour préparer et mettre en branle une pré-campagne électorale.

Sofiane Aït Iflis - Alger

(Le Soir) - Débitée d'un trait ininterrompu, l'allocution de Moussa Touati a été un réquisitoire contre le pouvoir en place. «Qu'ils partent et laissent la place aux nouvelles générations !» a-t-il clamé, comme pour dénoncer cette gérontocratie qui poursuit de gouverner un pays de jeunes.

Ces mêmes gérontocrates, de l'avis du président du FNA, refont encore fausse route pour avoir édicté des lois qui ne traduisent nullement les aspirations populaires. «On n'était pas

convaincu par le semblant du dialogue mené en vue de ce qu'ils ont appelé réformes politiques et nous ne cautionnons pas les projets de lois élaborés dans ce sens», a-t-il rappelé. Les députés du FNA savent, donc, quelle attitude adopter lorsqu'il sera question du vote desdits projets de lois. Le parti maintien de revendiquer l'élaboration d'une charte nationale, puis une constitution avant d'arriver aux différentes lois.

Raisonnement logique, puisque la Constitution est la loi fondamentale à laquelle

devraient se conformer l'ensemble des lois. Mais la démarche du gouvernement étant mise en branle, Moussa Touati ne pouvait rester sans décocher des critiques. Ainsi il a considéré que la disposition du projet de loi relatif au code électoral et qui oblige à un quota (30%) de femmes dans les listes électorales comme une insulte à la femme.

«On refuse que la femme soit considérée comme une handicapée à qui il faudra céder la place par charité et compassion», a-t-il affirmé, rappelant au passage que la femme est constitutionnellement l'égale de l'homme. «Que ceux qui ont élaboré cet avant-projet de loi fassent de la place à la femme au sein des institutions, du gouvernement jusqu'à la wilaya», a-t-il

lancé en guise de défi. Moussa Touati a estimé également qu'à travers le projet de loi sur les partis politiques, le gouvernement a reconduit la mainmise et la soumission des partis à l'administration.

Une situation qu'il a dénoncée, bien entendu. Il a également considéré la dernière augmentation du SNMG, décidée lors de la récente tripartite, comme une mesure inopérante. Selon lui, les membres de la tripartite méconnaissent la réalité du citoyen algérien. Moussa Touati, dont le parti va inaugurer, dès le 7 octobre prochain, une série de conférences au niveau des daïras, a prédit une crise économique aiguë. Il a aussi maintenu à qualifier l'APN d'Assemblée illégitime.

S. A. I.

Un lycéen exclu de son établissement s'immole à Mostaganem

Le lycée Souiyah-El Houari a vécu hier un véritable drame. Selon les informations que nous avons recueillies, S. M., un lycéen de 19 ans, ne remplissait pas les conditions pour repasser le bac, il fut exclu de son établissement.

Selon ses camarades, depuis la rentrée scolaire, chaque jour le jeune homme venait au lycée implorer les responsables afin qu'ils le réintègrent. Face au refus affiché par ces mêmes responsables et apparemment désespéré par cette décision, il s'est immolé par le feu devant ses camarades.

Son état serait très grave, et pour l'heure, il reste dans un état critique. S. M. a été évacué au service des UMC de l'hôpital d'Oran puis transféré au pavillon 2 réservé aux grands brûlés. Selon des sources médicales, il présente de graves brûlures à la tête, aux bras et aux jambes.

Choqués et traumatisés, ses camarades espèrent voir leur ami s'en sortir et être écoutés plus attentivement quant à leurs préoccupations et surtout recevoir un suivi psychologique, même lorsqu'il s'agit d'annoncer à un élève une telle décision.

A. B.

ELLE SE VEUT PLUS PRÉSENTE DANS LA RÉOLUTION DES CONFLITS RÉGIONAUX**L'UE revoit sa politique de «bon voisinage»**

L'Union européenne a décidé de réviser sa politique de bon voisinage avec ses voisins de la rive sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient. La réflexion lancée en juillet 2010 a été mise en exergue, hier, par Hugues Mingarelli, lors d'une conférence-débat organisée à l'hôtel El Djazaïr par l'Institut national des études stratégiques globales (INESG).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En visite en Algérie, le directeur général de la politique européenne de voisinage Afrique du Nord et Moyen-Orient pour l'action extérieure, Hugues Mingarelli, dans une conférence intitulée «La nouvelle architecture européenne en matière de politique étrangère et ses implications sur le partenariat euro-méditerranéen» a mis en avant les priorités autour des-

quelles s'articule la politique européenne de voisinage «révisée et renouvelée».

Selon lui, cette nouvelle architecture devrait permettre à l'UE d'accorder «plus d'intérêt» à ses partenaires stratégiques, plus particulièrement en ce qui concerne «le renforcement du dialogue politique, l'intégration économique, les échanges commerciaux, la démocratie et les droits de l'homme, la

sécurité et la lutte contre la criminalité, ainsi que l'émigration et la circulation des personnes».

Le conférencier a également émis le souhait de voir l'Union européenne être «plus présente» dans la gestion et la résolution des conflits régionaux pour faire de la zone euro-méditerranéenne un espace de sécurité et de stabilité.

D'ailleurs, avant d'annoncer les grands axes de la politique européenne de voisinage «révisée et renouvelée», Hugues Mingarelli a reconnu que «l'UE n'a pu peser sur les réformes politiques, favorisant plutôt l'aspect économique». C'est dans cette optique qu'il a

reconnu d'ailleurs que «l'Union européenne était timide vis-à-vis de certains conflits régionaux à l'image du conflit du Sahara occidental et celui opposant les Palestiniens aux Israéliens».

«A partir de juillet 2010, nous avons lancé une nouvelle réflexion sur la révision de la politique du bon voisinage.

Et cette politique de bon voisinage s'appuie notamment sur le renforcement du dialogue à travers l'instauration de la démocratie, et ce, dans un cadre de respect et de non-ingérence, le renoncement au partenariat exclusif (gouvernement-gouvernement),

d'où l'idée de l'élargir à la société civile et de l'engagement de rendre compte réciproquement», a-t-il expliqué.

Le conférencier a également émis le souhait de voir l'UE «plus présente» dans la gestion et la résolution des conflits régionaux pour faire de la zone euro-méditerranéenne un espace de sécurité et de stabilité.

A ce propos, il a plaidé pour la création de «nouveaux instruments au sein de l'UE, à même d'impliquer la société civile dans le renforcement du dialogue politique avec les pays du voisinage».

A. B.